

Vers un « nouvel ordre mondial numérique oppressif ». Conférence des Nations unies «Un monde de l'avenir». 22-23 septembre 2024. Un « package d'asservissements » sans frontières, un contrôle numérique sur 8 milliards de personnes

Par [Peter Koenig](#)

Mondialisation.ca, 11 septembre 2024

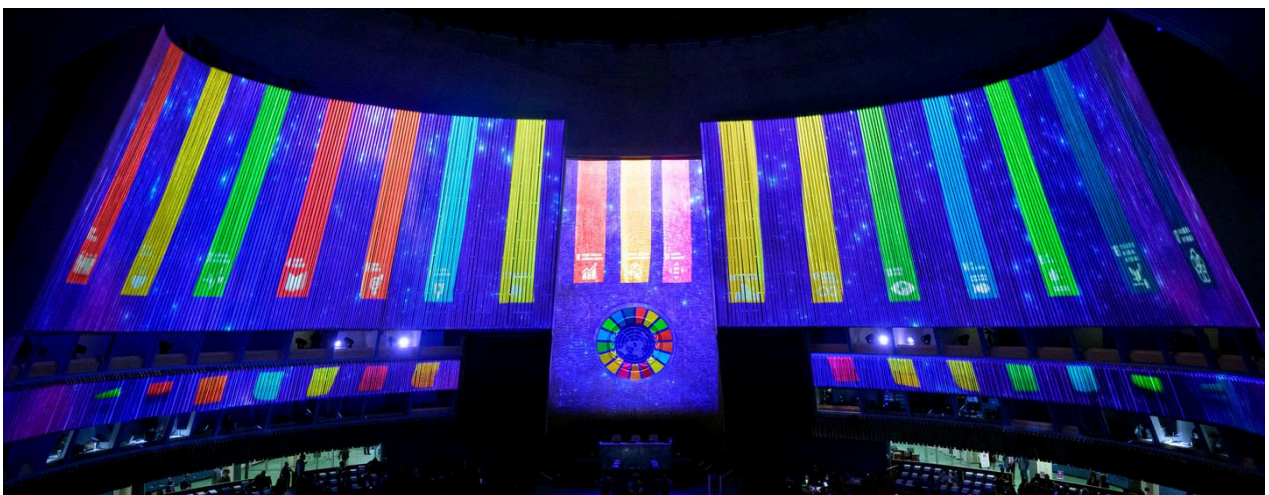
Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Nations Unies](#), [Science et médecine](#)

Dans moins de deux semaines, les Nations Unies présenteront lors d'une session spéciale – les 22 et 23 septembre – de leur réunion annuelle 2024 à New York, le Monde de l'Avenir. Il s'agit d'un monde entièrement numérisé. Pour la réunion annuelle de l'ONU, un « package » de numérisation mondiale a été préparé par les gouvernements d'Allemagne et de Namibie. Bien entendu, avec l'aide des grandes entreprises technologiques et financières.

Ce programme [Package] d'asservissement numérique sera adopté en excluant presque totalement le public, les gens comme vous et moi.

La plupart des parlements et des gouvernements du monde entier ont apparemment déjà donné leur accord, de sorte que la présentation et la soi-disant discussion lors de la conférence annuelle des Nations unies n'est que pure façade, une simple mascarade.

C'est la nouvelle façon, basée sur des règles, de forcer une population entière à entrer dans une camisole de force numérique dont il est pratiquement impossible de s'échapper.



« Le monde se réunit à l'ONU pour prendre le pouls de la planète »

Nulle part les citoyens n'ont été consultés ni même informés. Les gouvernements du monde entier ont été contraints par des puissances anonymes d'accepter une numérisation complète de notre avenir – ce que le FEM [WEF] appelle **la quatrième révolution industrielle**.

Peuple, elle est là !

Nul besoin d'attendre la fin de l'Agenda 2030 des Nations unies. Les objectifs ont été avancés comme par hasard. Vous – et moi – serons confrontés à l'élimination de l'argent liquide, qui a déjà commencé dans de nombreux pays européens et, dans une certaine mesure, aux États-Unis ; et même dans certains « pays en développement » comme l'Inde, sans le consentement des populations.

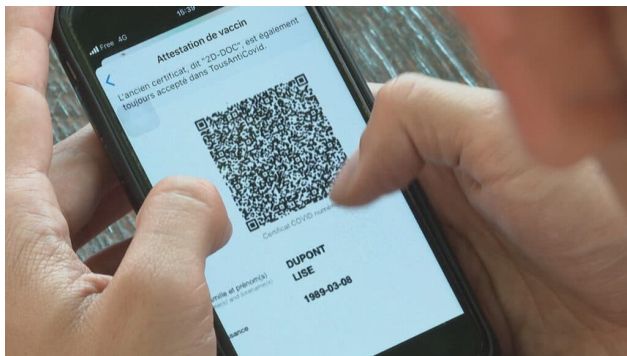
Tout sera contrôlé, nos dépenses d'argent, nos données de santé, nos habitudes alimentaires, nos voyages, nos préférences en



matière d'écoute de la télévision et de la radio, les amis que nous rencontrons régulièrement et avec lesquels nous communiquons, ainsi que d'autres personnes appartenant au camp de l'opposition, nos habitudes en matière d'achats et de dépenses, etc.

Voir le lien ci-dessous (en allemand) pour plus d'informations :

<https://apolut.net/regierung-will-digitalzwang-zustimmen-von-norbert-haering/>



Le moyen d'y parvenir est le code QR, d'apparence anodine, qui a été introduit progressivement et en douceur au cours des deux dernières décennies environ et qui est aujourd'hui devenu un élément courant de notre vie quotidienne. Dans de nombreux cas, vous ne pouvez pas lire le menu d'un restaurant sans le télécharger sur votre code QR personnel.

À votre avis, qui contrôlera tous les codes QR personnels ?

Exactement, vous avez deviné juste.

QR est l'abréviation de Quick Response (réponse rapide). Il s'agit d'un code-barres « aux stéroïdes ». Alors que le code-barres retient l'information horizontalement, le code QR le fait à la fois horizontalement et verticalement. Le code-barres matriciel bidimensionnel a été inventé en 1994 par la société japonaise Denso Wave, à l'origine pour l'étiquetage des pièces automobiles.

Les obsédés du contrôle occidentaux ont rapidement découvert son potentiel et s'en sont emparés pour leur diabolique « programme pour l'avenir de l'humanité », dont l'administration et l'imposition à l'humanité ont été confiées au monde de l'informatique d'entreprise (dont la valeur combinée s'élève à environ 3 ou 4 billions de dollars). Un code QR individuel a une capacité de stockage pratiquement illimitée. Il peut donc vous connaître mieux que vous ne vous connaissez vous-même.

Le débat ou les « négociations » sur ce pacte numérique ont officiellement eu lieu les 20 et 21 septembre à huis clos, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, mais le contexte avait été discuté et approuvé dans plusieurs versions clandestines, également appelées révisions 2 et 3, qui sont publiées sur le site internet de l'ONU pour le " Sommet de l'avenir ».

*En septembre, les dirigeantes et les dirigeants du monde entier se réuniront aux Nations Unies pour adopter **le Pacte pour l'avenir**, qui comprendra en annexe un **Pacte numérique mondial** et une **Déclaration sur les générations futures**.*

« Le Sommet de l'Avenir » : <https://www.un.org/fr/summit-of-the-future>

Malheureusement, presque personne ne connaît cette page [internet] et pratiquement personne ne la consulte. Si les gens étaient mieux informés ou s'ils se souciaient davantage de s'informer, nous ne nous trouverions peut-être pas devant l'abîme numérique, comme c'est le cas aujourd'hui.

On ne sait pas exactement quelle entreprise, quel service informatique et quelle représentation de la société civile ont participé à ces « négociations » secrètes. Mais il est certain que le Forum économique mondial (FEM) et le Club de Rome, tous deux basés dans la Suisse « paradisiaque » (on ne répétera jamais assez que la Suisse « neutre » accueille la majeure partie de ces organisations maléfiques, dont le but est de réduire et de contrôler l'humanité), ont participé à l'élaboration initiale et aux révisions ultérieures du texte.



Le pacte numérique ne laisse aucune place aux décisions de l'homme. Il n'y a aucune possibilité d'avoir une « option facultative ». En d'autres



termes, un individu ne peut pas dire « Merci, et non merci, je préfère me retirer de ce monde numérique ». Les gens sont forcés d'entrer dans ce système, quoi qu'il arrive. Tel est le plan.

Le choix des gouvernements de participer a également été bloqué, car on leur a dit que c'était une obligation, ou sinon... Nous savons ce que signifie « ou sinon ».

Aucune exception n'est autorisée dans le cadre de la « numérisation intégrale », car cela reviendrait à jeter le contrôle mondial, ou le contrôle mondialiste, par la fenêtre, ou à le jeter aux loups, pour ainsi dire.

Les exceptions constitueraient une entrave définitive à l'ordre mondial unique qui s'annonce.

Le pacte explique clairement les énormes avantages offerts par les technologies numériques pour le bien-être de l'homme. Il est donc impératif qu'aucun fossé ne subsiste entre les personnes et les pays, et que TOUS naviguent sur la même longueur d'onde, à savoir le numérique intégral.

L'objectif du bien-être humain global, tel qu'il est expliqué dans le pacte – pas de guerres, pas de conflits, pas de pollution, pas de bruit, des maladies bien contrôlées, et bien d'autres choses encore – justifie l'évolution rapide vers la numérisation complète ou totale.



Sans le dire ouvertement, **il s'agit de la première étape vers un ordre mondial unique et un gouvernement mondial unique.** Ce dernier sera mis en œuvre par l'ONU, avec un cadre politique établi par le FEM et une tyrannie de type GESTAPO imposée par l'OMS.

L'ONU a été entièrement cooptée dans cette entreprise de destruction de l'humanité qui, rétrospectivement, remonte à une vingtaine d'années, alors que l'humanité était plongée dans un sommeil profond. Elle a finalement été officialisée, avec un accord de coopération entre l'ONU et le FEM, signé en juin 2019. Illégal en tant que tel, car l'ONU ne peut pas conclure d'accords avec des ONG, mais de facto non pertinent dans un monde ordonné par des règles.

Par ailleurs, les ressources et le budget de l'ONU, qui dépendent actuellement essentiellement des contributions des pays membres, pourraient être facilement remplacés par les grands payeurs, Big Tech et Big Finance, qui finiront par prendre les commandes. C'est tout à fait justifié dans le monde d'aujourd'hui, où « qui paie décide » des mandats.

Les futures assemblées annuelles des Nations unies pourraient être considérées comme des assemblées d'actionnaires pro forma, ou, selon les termes du FEM, comme des « réunions de parties prenantes », sans avoir en fait le moindre pouvoir de changer de direction ou de tracer une voie différente, plus humaine.

La gestion numérique est aux commandes, et la (trans)humanité sans voix suit presque aveuglément. Ceux qui ne sont pas aveugles et qui résistent peuvent facilement être éliminés numériquement. Tout le monde s'en moque. M. « digital » ne peut pas être accusé de meurtre. L'ordre fondé sur des règles n'a pas la notion de meurtre ; il s'agit simplement d'une suppression numérique.

Dans les rangs des services de conseil des Nations Unies les plus proches, on peut s'attendre à trouver les grandes sociétés de technologie de l'information. Ce sont elles qui décideront des orientations numériques, car elles reçoivent le scénario de Big Finance, qui n'a pas encore été désigné.

Avons-nous, nous, l'humanité, un choix, une alternative, un moyen de sortir de ce carcan numérique ? Oui, mais seulement lorsque nous réaliserons ce qui se prépare, lorsque nous reconnaitrons les implications et lorsque nous agirons non pas en tant qu'individus, mais lorsque nous serons prêts à nous débarrasser de l'individualisme « imposé par le système » et à adopter le principe « Together we Can » (Ensemble, nous le pouvons).

Peter Koenig

Article original en anglais :



Towards an “Oppressive Digital New World Order”. UN “World for the Future” Conference. 22-23 September 2024. Borderless “Enslavement Package”, Digital Control over 8 Billion People

Traduction : [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca)

Image en vedette : « Une vue de la peinture murale d'Eduardo Kobra, qui se trouvait au Siège de l'ONU. Eduardo est originaire de São Paulo, au Brésil, et la fresque est un don de la mission permanente du Brésil. Le thème de l'œuvre est le développement durable, en particulier le concept de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de la Terre à répondre aux besoins des générations futures. ONU Photo/Rick Bajornas« . un.org

*

Peter Koenig est un analyste en géopolitique et un ancien économiste principal à la Banque mondiale et à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), où il a travaillé pendant plus de 30 ans dans le monde entier. Il est l'auteur de *Implosion – An Economic Thriller about War, Environmental Destruction and Corporate Greed* et co-auteur du livre de Cynthia McKinney « *When China Sneezes : From the Coronavirus Lockdown to the Global Politico-Economic Crisis* » (Clarity Press – 1er novembre 2020).

Peter est chercheur associé au Centre de recherche sur la mondialisation (CRG). Il est également Senior Fellow non-résident de l'Institut Chongyang de l'Université Renmin de Pékin.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Peter Koenig](https://mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : **[Peter Koenig](https://mondialisation.ca)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca